

BUREAUX: RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING:

Trois mois. . . . . 12 fr
Six mois. . . . . 23
Un an. . . . . 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT: A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. . . . . 14
Six mois. . . . . 27
Un an. . . . . 51

ANNONCES: 20 centimes la ligne
RECLAMES: 25 centimes
— On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeek, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bulier et Co place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 11 MAI 1872

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Stock symbols and prices. Includes 3 0/0, 4 1/2, 5 0/0.

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

Nous voyons un très-gros point noir à l'horizon. Il se passe certainement quelque chose de grave entre la Prusse et l'Angleterre, et ce quelque chose ne peut qu'aggraver l'isolement auquel la France est condamnée par le régime républicain.

M. de Bismarck fait annoncer qu'il va prendre plusieurs mois de congé pour cause de santé. Les congés de M. de Bismarck ont toujours été les moments les plus occupés de sa vie, et les plus dangereusement occupés contre la France. En même temps, des journaux belges nous apprennent qu'il est déjà en route pour l'Angleterre, et qu'une indisposition, sérieuse cette fois, l'a arrêté à Ostende, avant son embarquement.

Nos lecteurs connaissent le tout récent voyage de la reine d'Angleterre en Allemagne, voyage qui a occupé la diplomatie. On a parlé aussi du prochain voyage de l'impératrice d'Allemagne en Angleterre, où se trouvait, il y a peu de jours, le roi des Belges sous un prétexte quelconque. Que se passe-t-il donc au-delà du détroit, pour que M. de Bismarck s'y rende à son tour.

Evidemment, aujourd'hui, M. Thiers n'a guères plus d'influence dans la diplomatie européenne que M. Jules Favre; mais, à l'étranger, nous baissons, baissons toujours, parce que nous manquons de ce qui fit et peut seul faire encore notre prestige.

Des rapports déjà publiés du conseil d'enquête sur les capitulations, il ressort quelques points importants. Dans presque tous les rapports, il a été constaté que les commandants de place avaient négligé certaines prescriptions des règlements militaires. Les uns n'ont pas attendu qu'une brèche praticable fût ouverte et qu'un assaut ait été donné au corps de place, les autres n'ont pas détruit le matériel; d'autres encore, dans la capitulation, séparé le sort des officiers de celui des soldats. Les négligences s'expliquent en partie par la composition défectueuse du corps de l'état-major des places, qui était comme une retraite pour les vieux officiers incapables d'un service actif désireux de rester en activité le plus longtemps possible. — Un autre motif de cette négligence, c'est que les règlements militaires, déjà anciens, renferment des prescriptions maintenant démodées. On laissait de côté ces prescriptions, mais cela entraînait à en négliger certaines autres parfaitement applicables. Déjà le ministre de la guerre a remédié à un des inconvénients signalés

en supprimant l'état-major des places, il lui reste à faire réviser des règlements dont certains datent du siècle dernier.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 10 mai 1872.

Le programme du centre gauche, tel qu'il a été lu par son nouveau président, le général Chanzy, avait été, dit-on, préalablement communiqué à M. Thiers et approuvé par lui. On retrouve, en effet, dans ce programme, toutes les contradictions et les équivoques de la politique de M. Thiers: l'affirmation du pacte de Bordeaux et la déclaration en faveur du maintien de la république; la constitution du gouvernement définitif réservée et l'essai loyal de la république réclamé pour un temps indéfini; l'anathème prononcé contre les théories d'athéisme, de socialisme et de communisme, tout en proposant de consacrer la forme du gouvernement qui nous a donné la commune du 18 mars! Le général Chanzy n'a-t-il pas eu raison de faire, à la fin de son discours, cet aveu naïf: « Je vous ai avoué mon ignorance complète en politique »

L'Assemblée va sans doute achever aujourd'hui la discussion sur la seconde lecture du projet de loi de la magistrature. L'article 10 doit décider du sort de ce projet, car ses deux innovations étaient l'examen d'entrée et la commission de présentation; la première a été rejetée; la seconde paraît fort compromise; une demande de scrutin est déjà prête pour empêcher de passer à une troisième délibération.

Au moment où l'insurrection contre l'étranger en Espagne va entrer dans une nouvelle phase, il n'est pas sans intérêt de résumer les événements accomplis depuis le jour de l'arrivée du roi Charles VII sur le sol natal.

Le 1er mai, le roi, qui se trouvait encore sur la frontière française, déclara qu'il entendait se rendre en Espagne le lendemain, anniversaire, comme on le sait, de l'indépendance espagnole (en 1808). En effet, dans la nuit, il traversa la montagne de Lazun et avant le jour, Don Carlos avait foulé le sol de sa patrie. Un petit corps composé de 1,600 hommes s'était rendu à Vera pour protéger son entrée. Vera est un petit village sur la Bidasso, situé à 14 kilomètres seulement d'Irun, que les troupes de don Amédée occupaient. Don Carlos alla d'abord à l'église où un Te Deum fut chanté; l'enthousiasme était à son comble, une pluie de fleurs tombait de toutes les fenêtres, et les plus bruyantes acclamations ne cessaient de se faire entendre. Le roi se rendit ensuite au logement qui lui avait été préparé et là il se reposa jusqu'à 4 heures du soir. La petite colonne dont il prit le commandement se mit alors en marche, et ce ne fut que le lendemain que les soldats du duc d'Aoste arrivèrent à Vera. Le maire fut arrêté, ainsi que le curé et les vicaires. Mais le séjour de ce petit corps d'armée n'y fut pas long, car, sentant que la

position de 2,000 hommes dans l'étroite vallée où est situé ce village, devenait impossible; il dut l'abandonner. Peu de temps après, le maire et ses compagnons étaient rendus à la liberté, une nouvelle bande carliste occupait le village.

Que se passait-il pendant ce temps, dans la province de Guipascoa? S'il faut en croire les dépêches de l'Agence Havas, les troupes du roi étranger remportaient une victoire dans les environs de Ségura. Voici la vérité: les troupes de Recondo qui, déjà une fois, avaient remporté la victoire, prononcèrent un sobre repas dans la petite ville de Ségura, lorsque l'approche d'une colonne ennemie fut signalée par les avant-postes. On courut aussitôt aux armes et on se prépara à la lutte. C'était un corps de Miquelets commandé par le colonel Usdampilleta qui s'avancait. Ce chef est incontestablement le plus intrépide de ceux que le gouvernement a envoyés dans la province de Guipascoa. Il avait cru tromper la vigilance de l'ennemi, mais il n'en fut point ainsi. Recondo repoussa vigoureusement les Miquelets qui s'enfuirent dans la direction de Tolosa, laissant un nombre de morts et de blessés et emportant une partie de ces derniers jusqu'à San Sébastien.

Mais reportons nous de nouveau vers la Navarre. Une dépêche de l'Agence Havas nous annonçait que Don Carlos avait été pris par les troupes du gouvernement. De semblables faussetés ne mériteraient même pas d'être démenties, si l'on connaissait un peu l'état des provinces du Nord de l'Espagne. Le Roi est arrivé à son quartier général sans coup férir, et là, il a trouvé 8,000 hommes prêts à lui faire un rempart de leur corps, si les troupes du maréchal Serrano se décidaient à les attaquer.

Quant aux provinces de Biscaye et de Alava, les bandes carlistes n'y sont nullement inquiétées et ce ne sont plus elles qui fuient les rencontres, mais bien les troupes du gouvernement qui ne se trouvent plus en nombre pour les attaquer, ont été obligées de se concentrer dans la capitale.

On a dû remarquer également que le gouvernement ne donne plus de nouvelles des différentes provinces de la Catalogne. C'est que à Olot seulement, le général Estariz dispose déjà d'un corps d'armée de quatre à cinq mille hommes. En Andalousie, le mouvement devient de plus en plus sérieux, on ne peut en douter; puisque le gouvernement se dispose à y envoyer un corps d'armée organisé en toute hâte.

Ajoutons, en terminant, que les soldats espagnols se montrent, chaque jour, moins disposés à verser leur sang pour le prince étranger, et que continuellement on les voit arriver pour se grouper autour du drapeau de la légitimité.

Un détail encore: la dépêche télégraphique par laquelle Don Carlos annonçait son entrée en Espagne, n'est point parvenue à Genève à la duchesse de Madrid. Ce n'est pas la seule qui ait été

interceptée pour des motifs que nous ne saurions comprendre et encore moins justifier.

P. S. — Les dépêches de Madrid persistent à vouloir faire croire que Don Carlos est entré en France, depuis le 7 mai. Vous imaginez bien que, si ce fait était vrai, le gouvernement français, mieux informé que personne, n'aurait pas manqué de le faire connaître.

Vous remarquerez que, depuis plusieurs jours, les dépêches elles-mêmes de Madrid ne signalent aucun mouvement, aucun avantage des troupes Amédistes.

DE SAINT-CHÉRON.

La réorganisation militaire.

1er ARTICLE

Sous ce titre, le Ralliement publie une étude que nous croyons devoir reproduire:

Dans quelques jours, nos mandataires vont être appelés à discuter la réorganisation militaire; de toutes les lois que l'Assemblée nationale a déjà faites, et de toutes celles qu'elle doit encore mener à bonne fin avant de se dissoudre, celle-ci présente une importance capitale: elle nous offre le seul moyen pratique de régénérer le pays.

De la réorganisation militaire doit sortir notre grandeur future, et la résurrection de la France sera certainement aussi éclatante que les malheurs qui viennent de l'accabler ont été grands et immérités.

L'étude de cette question offre un intérêt général; la politique, l'esprit étroit de parti n'ont pas à intervenir, et les querelles qui nous divisent toujours malgré nos infortunes doivent être franchement laissées à l'écart; que nos députés, unis par l'amour de la patrie, jetant un regard de tristesse et d'espérance sur l'Alsace et la Lorraine, envisagent sans crainte la France de l'avenir; son sort est entre leurs mains!

La base fondamentale du nouvel édifice qu'il s'agit d'élever, se résume en ces quelques mots: Service personnel et obligatoire.

Par le service personnel et obligatoire, on satisfait au principe de l'équité le plus strict, puisque chacun est appelé à partager l'impôt le plus lourd, celui du sang; on satisfait également à un principe profondément inscrit sur nos monuments publics, mais bien peu gravé dans nos cœurs, celui de la fraternité. Ce principe, une des plus belles émanations de la religion chrétienne, se raffermira par la vie commune, et par la participation aux mêmes fatigues ainsi qu'aux mêmes dangers; nous serons tous frères et compagnons d'armes.

Et si nous le plaçons en regard de cet autre principe dont 89 prétend avoir enrichi le monde, le service personnel et obligatoire fera comprendre les devoirs imposés à tout citoyen libre; il inculquera dans les jeunes esprits de la génération nouvelle que le devoir prime le droit, que l'obéissance à la règle est aussi indispensable au citoyen qu'au soldat, que sans discipline il n'y a pas d'armée possible, et que sans armée parfaitement organisée et disciplinée, un peuple est à la merci du plus fort.

Les grands mots sonores à l'aide desquels on se rend facilement populaire, seront saine ment appréciés après un court stage sous les armes, et chacun sentira combien ils sont vides de sens. Personne alors n'osera plus dire qu'une nation est invincible quand elle

se lève en masse, et il n'est pas jusqu'aux esprits les plus récalcitrants qui ne soient forcés de reconnaître que le vote sous les armes, est non-seulement une source de discipline et d'indiscipline, mais encore un monstrueux contre-sens; une arme terrible aux mains des révolutionnaires.

L'acceptation du service personnel et obligatoire entraîne logiquement la suppression absolue du remplacement et de la substitution qui ne serait qu'un remplacement déguisé; c'est donc une classe entière de jeunes gens ayant accompli leur vingtième année, infirmes et estropiés compris, dont il s'agit de tirer le parti le plus profitable pour le pays: voilà une des données du problème de la réorganisation; une seconde donnée, est la quotité du budget annuel de la guerre.

Le problème se présente donc comme il suit: Etant donné une somme annuelle pour le budget de la guerre, ainsi que le contingent total d'une classe, comme base, comment opérer?

Le point de départ est évidemment celui-ci: Le jour du danger, combien veut-on pouvoir mettre d'hommes sous les armes? à cette question, la réponse est simple: autant que nos ennemis d'hier. En consultant le tableau sommaire, qui donne mensuellement la force des armées Allemandes, pendant la campagne de 1870-1871, on lit à la colonne des totaux les plus élevés, le chiffre de 1,331,000 hommes.

Si nous remarquons que ce chiffre correspond à l'effectif présent au mois de février 1871, et, par conséquent, après les pertes éprouvées depuis le début de la campagne; si, de plus, on ajoute qu'à cette même date la Prusse n'avait pas donné son maximum d'efforts, il est facile d'en conclure que 1,500,000 hommes satisferont à peine à la demande; quoi qu'il en soit, c'est un point de départ.

Dès lors, le problème se ramène à ceci: avec une somme annuelle donnée, organiser nos forces militaires de façon qu'au jour suprême du danger, la France puisse immédiatement mettre sur pied, 1,500,000 hommes parfaitement organisés, armés et instruits.

A quel point de vue l'organisation devra-t-elle être faite? Evidemment de manière que le passage du pied de paix au pied de guerre, ait lieu rapidement, sans trouble, sans désordre, après avoir tout prévu, et sans avoir rien laissé à prévoir; on peut poser aujourd'hui comme axiome militaire que le premier prêt à toutes les chances pour lui.

Comment l'instruction militaire pourra-t-elle être donnée à ces 1,500,000 hommes?

Evidemment, en tirant d'abord par le moyen du recrutement, le meilleur parti possible des aptitudes de chacun appelé; en utilisant les infirmes et les jeunes gens chétifs, là où la force physique n'est pas indispensable, et enfin, en employant le temps de service passé sous les drapeaux de la façon la plus pratique possible, c'est-à-dire en dirigeant l'instruction vers la guerre comme objectif, et non dans un but de parade.

Pour instruire convenablement des troupes en temps de paix, il faut des cadres, et pour avoir des cadres, il faut pouvoir les renouveler au fur et à mesure des délibérations; c'est ici que se présente dans la réorganisation militaire, une des difficultés les plus grandes.

Afin de raisonner sans équivoque, admettons que le budget de la guerre soit fixe, et voté de manière à permettre l'entretien annuel de 400,000 hommes sous les armes.

d'où elle venait, et elle lui apprit, au milieu de l'effusion de la joie la plus vive, que sa maîtresse lingère lui avait proposé de devenir son associée.

— Oh! mais embrasse-moi donc, ajouta-t-elle ensuite, et dis-moi que tu partages mon bonheur? avant peu toutes nos peines seront finies, et tu me verras assise dans un de ces beaux magasins que je rêve depuis si longtemps.

Maxime feignit de partager l'ivresse de Madeleine; mais à partir de ce jour, il ne vit plus en elle qu'une vulgaire jeune fille qui était demeurée la petite ouvrière de la rue Saint-Denis, malgré son amour et ses efforts pour la faire monter jusqu'à lui.

Quelques semaines plus tard, il recevait une lettre de son père; en voici le contenu:

« Je pense que vous avez eu le temps de réfléchir. Vous êtes arrivé à l'âge où tout homme de cœur doit rompre sans retour avec un coupable passé. Une occasion se présente de mériter le pardon qu'aujourd'hui je vous offre. Il y a dix ans, un de mes vieux amis et moi nous avions projeté de réunir nos deux familles en une seule. Il a une fille. Elle est jeune, belle, et elle sera riche. Je vous donne un mois pour vous décider; si dans un mois vous n'êtes point auprès de moi, je ne me dirai jamais plus votre père.

Ce laconique billet renfermait un trait de trois mille francs payable à vue chez un banquier de Londres.

La suite au prochain numéro.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 12 MAI 1872

— 8 —

LA TERRE PROMISE

PREMIERE PARTIE

LE DOIGT DE DIEU

CHAPITRE VIII.

Amoury.

Maxime, dans les premiers jours de son entrée chez M. Brighton, désespéra de jamais pouvoir s'accoutumer à cette nouvelle existence. Ajoutons encore que moderne Crésus était l'orgueil fait homme. Tout ce qui l'entourait, professeurs, secrétaires, intendants de ses domaines n'étaient à ses yeux que des valets gagés plus ou moins, selon la nature de leurs services.

Pendant son séjour dans la maison de M. Brighton, Maxime se convainquit bien tristement que si le bonheur réside dans une tendre affection partagée, ce bonheur s'amointrit lorsqu'il n'est pas précédé de la richesse. Cependant il aimait toujours Madeleine, mais la dure épreuve du malheur commençait à le décourager.

Un coup imprévu vint aggraver sa position et le jeter dans les plus terribles perplexités.

M. John Brighton, à part sa vanité ridicule, était au demeurant un brave homme. Il n'en était pas ainsi de Mme Brighton. C'était bien la femme la plus revêche des trois royaumes, comme elle en était la plus laide. Sa sévérité tenait de la brutalité. Pour un mot, pour une fantaisie, elle chassait ses serviteurs les plus dévoués. Année moyenne, elle faisait trois fois maison nette depuis les combles jusqu'à l'écurie. Un jour qu'elle s'était procuré cet innocent plaisir, son mari ne se doutant de rien, arriva à l'heure du dîner avec trois ou quatre membres de la chambre haute, ses amis. Grand fut l'embarras de l'amphitryon. Mme Brighton trancha net la difficulté.

Elle envoya quérir le secrétaire de son mari et le professeur de ses enfants, et leur annonça qu'ils eussent à remplacer, pour un jour, ceux de ses gens qu'elle avait chassés. Le secrétaire, qui était un pauvre diable, inclina respectueusement la tête devant cet ordre étrange. Maxime, blessé dans sa dignité d'homme, répondit à Mme Brighton qu'il n'était point un valet. L'autre Mme Brighton se récria; survint son mari.

Surpris de l'air courroucé de sa femme, il demanda ce que cela signifiait.

— Cela signifie, reprit Maxime d'un ton hautain, que je suis entré chez vous, monsieur, à titre de professeur et non pas pour y endosser la livrée d'un laquais.

Le riche propriétaire regarda tour à tour sa femme et M. Brémont.

— Eh bien! après? répondit-il froidement.

— Monsieur, dit sa femme, permettez-vous que les ordres que je donne soient méconnus?

— Et qui donc ose ici prétendre le contraire? répliqua John Brighton en toisant Maxime.

Celui-ci expliqua avec calme ce qui s'était passé.

— Monsieur, lui répondit M. Brighton, tous les gens à mon service, secrétaires, intendants ou professeurs, ne sont pour moi que des valets, rappelez-vous-le et disposez-vous à obéir à ma femme.

— Monsieur, reprit Maxime, vous êtes un insolent! Là-dessus, il sortit.

CHAPITRE IX.

Les Regrets tardifs

Maxime, après avoir si brusquement rompu avec M. John Brighton, se mit en recherche d'une nouvelle place de professeur, et n'en trouvant pas, il fut réduit pour faire vivre Madeleine et son fils à donner des leçons de français et de dessin. La belle saison étant venue, ses élèves s'en allèrent à la campagne, et la misère entra dans sa maison.

Un emploi de teneur de livre chez un gros marchand de Londres, lui fut offert à quelques temps de là; il le prit. Mais les émoluments attachés à cette place ne suffisaient point aux dépenses de son